Mémoire et usage rendent sage. Proverbe français

semaine 49 - 2018
Du 3 au 9/12

Pendant que Monsieur est au G20, moi je suis dans la rue parce que G faim
Une manifestante

Macron tue les petites gens. Ça me fait mal au cœur. Je lui souhaite… une bonne jaunisse
Brigitte Bardot

On ne gouverne pas contre le peuple
François Bayrou

Cela fait trente ans qu'on dit aux gens : Il faut être patient pour que ça redémarre ! Le discours sacrificiel ne fonctionne plus
Jean-Pierre Le Goff, philosophe

Ok Manu, on traverse
Slogan écrit sur un mur

La défaite d'un gouvernement bien peu démocratique n'est pas obligatoirement synonyme de victoire de la démocratie.
Denis Sieffert, Politis

***Le grand brailleur* par Jean-Jacques Lequeu**

Gilets jaunes ou le populisme du peuple

Défendre ou attaquer ce mouvement des « gilets jaunes » n'a pas vraiment de sens car on le défend ou on l'attaque comme s'il proposait une politique ou une idéologie. Or il n'en propose pas. Ceux qui le défendent transposent sur ce mouvement leur propre idéologie politique et leurs propres objectifs. Ceux qui l'attaquent lui reprochent au contraire de n'avoir pas de contenu, pas de propositions, pas de représentants, d'être purement protestataire. Dans les deux cas, on passe à côté de ce que le populisme du peuple nous invite à penser.

Car le populisme du peuple n'est pas une révolte politique, il est une révolte archi-politique, c'est-à-dire une révolte contre la destruction des conditions qui rendent la politique possible. Ce n'est pas une révolte d'intérêts catégoriels, mais une révolte contre l'impossibilité qui nous est faite de constituer encore un peuple. Les « gilets jaunes » veulent continuer de pouvoir appartenir au peuple français et pour cela ils ont besoin de pouvoir mener une vie économiquement décente. Voilà ce que cherche à signifier ce mouvement.

Vincent Coussedière/Valeurs Actuelles 6/12/18

Alors que le premier ministre Edouard Philippe élisait le patron du parti LREM avec les membres de leur conseil national réduit d'une bonne moitié, que Macron batifolait en Argentine, le pouvoir restait totalement déconnecté de cette colère des Français qui sont toujours 80% à soutenir le mouvement.

La troisième journée nationale de manifestation des Gilets jaunes a viré au cauchemar pour des forces de l'ordre dépassées qui ont échoué à contenir des casseurs ultra-déterminés. Au regard du niveau de violence, le bilan humain provisoire (110 blessés, dont 17 policiers et gendarmes) aurait pu être plus lourd encore.

Les policiers sur le terrain évoquent une guérilla urbaine. « *Je n'ai jamais vu de telles scènes de violence avec autant de casseurs et de pillages. Nous étions face à un mouvement insurrectionnel* », confie David Le Bars, secrétaire général du Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN).

Paris n'est pas la seule ville en cause. A Marseille et dans de nombreuses villes, Toulouse, Bordeaux, Le Puy-en-Velay (où la préfecture a été incendiée)... il y a eu des accrochages, des feux et des interpellations. Près de 75 000 personnes ont endossé le fameux gilet à travers le pays, un chiffre en recul, certes, par rapport aux 17 et 25 novembre mais qui ne veut rien dire eu égard au soutien massif que leur apporte l'ensemble des Français.

« *L'économie de La Réunion est en train de s'écrouler* », prévient Didier Fauchard, le président du Medef local. À cause des « gilets jaunes », le port est bloqué et les ravitaillements sont très difficiles sur le territoire, les camions se faisant souvent racketter. Les Réunionnais eux-mêmes se déplacent peu, par peur. Beaucoup ne se rendent plus à leur travail.

Les médias étrangers se penchent sur « *cette France en jaune que personne n'a vu venir» (El Pais)* et dont la mobilisation, née sur Internet, «*n'a rien* à *voir avec les traditionnels mouvements sociaux français » (Wall Street Journal).* Certes, « *la France est habituée aux manifestations empruntant* à *l'imagerie révolutionnaire* », mais « *l'absence de leaders et d'affiliation politique rend ce mouvement difficile* à *saisir* », note *The Economist.*

Gilets jaunes : scènes de violence à Bordeaux autour de l'hôtel de ville ; en Ardèche, à Pouzin (2800 habitants), la soirée est marque par des violences ; à Langon, en Gironde trois gilets jaunes blessés ; à Cognac, les gilets jaunes forcent le passage en centre-ville, un policier blessé ; débordements à Dijon ; manifestations en Ile-et-Vilaine, à Nice, Antibes et Le Muy ; les gilets jaunes bloquent l'aéroport de Nantes ; violences en Avignon, etc.

Le gouvernement aimerait rencontrer les gilets jaunes. Sauf que ces derniers n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la désignation de représentants. Et ceux qui ont rencontré les autorités se sont immédiatement autodissous refusant de parler au nom de tous. En attendant la liste des revendications ne cesse de s'allonger. Mais, un préalable au dialogue est exigé : que le gouvernement fasse un geste sur les taxes, notamment celle sur les carburants.

Plusieurs secteurs économiques ont déjà rejoint la contestation, ou s'apprêtent à le faire, éveillant la crainte d'une contagion. Ambulanciers, agriculteurs, transporteurs routiers, patrons du BTP... La liste s'allonge, chaque catégorie faisant valoir ses revendications. Chacun voit dans cette crise qui s'étire l'occasion d'obtenir satisfaction.

Pour la journée nationale d'hommage aux morts pour la France pendant la guerre d'Algérie, Louis Aliot (député RN et compagnon de Marine Le Pen), Robert Ménard (maire de Béziers) et... Nicolas Dupont-Aignan (le patron de Debout la France - DLF) se retrouvent à Perpignan (Pyrénées-Orientales). L'occasion pour eux de faire une réponse commune à Emmanuel Macron.

Le président de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan, avait demandé à ce que sa discussion avec le premier ministre soit filmée et diffusée sur Internet. Face au refus de Matignon, il a quitté les lieux au bout de deux minutes.

Nadine Morano a posé LA bonne question que la plupart des intervenants sur les médias divers et variés occultent totalement : le coût de l'immigration. Macron a en effet augmenté de 200 M€ le budget au motif d'intégration.

Le ministre Christophe Castaner a appelé les gilets jaunes à ne pas se rassembler samedi 8/12 à Paris. Il a annoncé que des forces supplémentaires seront mobilisées en cas de mobilisation en plus des 65 000 pandores.

Pourquoi avoir proposé un moratoire sur la hausse des taxes ? Parce que cela coûterait 650 millions € à l'Etat. En fait, c'est Gilles Le Gendre, le patron de LREM à l'Assemblée qui a donné le bon motif : y a plus de fric dans les caisses !

Elysée

Emmanuel Macron, lors du G20 à Buenos Aires a demandé des explications à Vladimir Poutine au sujet des incidents survenus avec l'Ukraine, Poutine lui a fait un dessin sur une feuille de papier pour lui montrer le trtajet emprunté par les bateaux ukrainiens qui ont franchi les eaux territoriales.

Emmanuel Macron, intervenant devant des journalistes à Buenos Aires (Argentine) en clôture du G 20, s'est carrément refusé à répondre à toute question posée sur la crise. Tout juste assure-t-il le service minimum en fustigeant « *ceux qui veulent le chaos* ». « *Je n'accepterai jamais la violence.* »

Réunion de crise à l'Elysée, dimanche 2/12. Macron ne fera aucune déclaration. Il a demandé au ministre de l'Intérieur de répondre à une nouvelle adaptation du dispositif du maintien de l'ordre. Mais pas question d'instaurer un état d'urgence. Bref, un président mutique qui ne fait qu'aggraver la situation et un gouvernement désemparé.

Emmanuel Macron s'est rendu mardi 4/12 au Puy-en-Velay suite à l'incendie de la préfecture. Arrivé vers 16 heures il n'a fait aucune déclaration et est reparti vers 18 heures sous les huées d'un groupe de personnes présentes, « *pourri* », « *démission* » etc.

Le président de la République a demandé au ministre de l'Intérieur Christophe Castaner de mener « *une réflexion sur la nécessité éventuelle d'une adaptation du dispositif du maintien de l'ordre dans les jours à venir* », afin de faire face à « *des casseurs plus violents, plus mobiles, plus organisés* ». Un souhait partage par les sept syndicats de police.

« *Il ne faut pas perdre la cohérence de ce qu'on a fait depuis dix-huit mois. Cela implique de ne pas tout détricoter bout par bout* », a tonné le président dans le huis clos du Conseil des ministres.

Gouvernement

Le gouvernement lâche du lest mais ne répond pas aux vraies attentes des gilets jaunes. La hausse de la taxe carbone est supprimée, la convergence diesel-essence et la hausse de la fiscalité sur le gazole entrepreneur non routier.

De même, le gouvernement renonce provisoirement à l'alourdissement des conditions de contrôle technique sur les automobiles qui était prévu l'an prochain. Il s'engage aussi à ce qu'il n'y ait pas de hausse du tarif de l'électricité d'ici à mai 2019. Quant à la hausse du smic, 3% soit 20 €, elle fait marrer les intéressés.

A Matignon, on s'attelle à préparer les trois mois de consultations, annoncées par le chef de l'État. Son organisation sera confiée à l'ancienne ministre des Sports et secrétaire d'État chargée de l'Écologie, Chantal Jouanno. Elle sera secondée de « garants » pour crédibiliser le processus.

Le ministre de la Culture, Franck Riester a déclaré qu'il ne souhaitait pas que le régime des intermittents du spectacme – scandaleux a bien des égards – soit réformé dans le cadre des négociations sur l'assurance-chômage.

Il semblerait que le dialogue devient difficile entre Matignon et l'Elysée. « *Ceux qui sont à l'Elysée ont grandi à gauche et ceux qui sont à Matignon ont grandi à droite. Ils ne parlent pas la même langue, ils n'ont pas les mêmes réflexes* », relève un familier du pouvoir.

Christophe Castaner fait l'unanimité contre lui au ministère de l'Intérieur, mais également au sein du gouvernement. Ses propos sur les casseurs des Champs-Elysées qui étaient, selon lui, tous issus des milieux de l'ultra-droite ont vite été démentis par la justice. Il a également laissé entendre que la police avait été débordée. Il envisage des changements de stratégie et des forces de l'ordre plus mobiles.

Florence Parly, la ministre de la Défense, s'intéresse de très près au spatial, par ailleurs l'une des préoccupations du chef de l'Etat en matière de défense. Il vient de commander un rapport à l'ancien patron du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) Louis Gautier sur la défense européenne et sur les préoccupations spatiales en matière de défense.

Benjamin Griveaux, secrétaire d'Etat et imbécile chimiquement pur a déclaré : « *Ce ne sont pas les élites, que dénoncent les "gilets jaunes". Ce sont les initiés. Ceux qui ont les bons contacts, les bons tuyaux, les bonnes écoles, les coupe-files chez le médecin. Ce n'est donc pas qu'une histoire d'argent.* »

Brigitte Girardin, ministre des Outre-Mer, en déplacement à la Réunion a suggéré qu'à compétences égales on recrute d'abord un Réunionnais ou quelqu'un qui vit sur l'île dans les entreprises ou l'administration. Sauf que c'est contraire à la Constitution.

Institutions

Un député LREM avoue : « *Je nierai vous l'avoir dit mais voilà ce que je pense : 80% du bordel des gilets jaunes est le résultat des petites phrases du chef de l'Etat depuis six mois* ». Ca a le mérite d'être clair. Reste que la majorité est divisée. Deux catégories se dessinent : les partisans de la fermeté et ceux qui prônent le dialogue. Cornélien.

La France a implicitement exclu de céder à l'UE son siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'Onu, comme le suggère Berlin, en répliquant qu'elle militait elle-même pour l'obtention de ce statut par l'Allemagne.

Le Conseil d'Etat a adressé à ses membres une simulation de leur fiche de paie de fin janvier quand s'appliquera le prélèvement de l'impôt à la source. Elle mentionne le taux qui leur sera appliqué. Or, beaucoup ont contesté ce taux. Adressez-vous au fisc leur a-t-on conseillé. Ca promet.

Le préfet de police de Paris, Michel Delpuech est dans le viseur de la présidence depuis l'affaire Benalla. La gestion des manifestions des gilets jaunes à Paris fragilisent encore plus sa position. Il est sur un siège éjectable.

Divers

Brigitte Bardot, interrogé par Le Parisien : - *La détresse des migrants ne vous touche pas ?* - Non, on est bien assez nombreux. Plein de petits vieux n'ont rien à bouffer, on ferait bien de s'en occuper.

> Brigitte toujours sur les féministe : « *Je trouvais adorable quand on me disait que j'avais un joli cul. J'allais pas porter plainte pour ça. Les mecs, ils ne vont plus avoir envie de faire la cour aux filles. Evidemment, je ne parle pas des excès, de la violence.* »

Un artisan au volant de son véhicule est mort dans la nuit de samedi à dimanche à Arles, dans les Bouches-du-Rhône, après avoir percuté un poids lourd à l'arrêt en raison d'un bouchon provoqué par un barrage de Gilets jaunes. La fourgonnette a percuté de plein fouet un poids lourd avant d'être à son tour percutée par un autre véhicule.

Cécile Duflot s'est trouvé un nouveau casse-croûte. La directrice générale d'Oxfam France figure parmi les membre du Comité de parties prenantes de Nexity. Ce comité devra nourrir les orientations stratégiques et les plans d'action du groupe.

On se marre. Lors de la deuxième journée d'insurrection dans la capitale, les services secrets américains ont demandé au Service de protection de la Police nationale d'exfiltrer l'ambassadrice, Jamie D. McCourt. L'ambassade est en effet à proximité du Château. qu'on se rassure, elle n'a pas été violée !

Tambouille macronésienne

Sans surprise, le député de Paris Stanislas Guerini a été élu avec 82 % des voix à la tête de La République en marche (LREM) face à son seul concurrent, le député des Français de l'étranger Joachim Son-Forget. Seule la moitié du Conseil a pris part au vote (367 votants sur 740). Le député de Paris, Pierre Person sera numéro 2. Guérini est un ancien strauss-kahnien.

Le Modem, par la voix de Marc Fesneau, est en plein doute. «*Je ne sais pas si je peux le dire, mais nous payons la suppression du cumul des mandats* », a confié le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, en marge de son audition à l'Assemblée par l'Association des journalistes parlementaires.

La députée de Paris, Elise Fajgeles (LREM) s'est faite sécher par un gilet jaune lors de l'émission de Morandini sur CNews et qui lui demandait le montant du Smic. Grand blanc de la part de la dame qui est la suppléante à l'Assemblée de Benjamin Griveaux. « *En effet, je ne connais pas le montant précis* », reconnaît la dame alors que la France compte 1,65 milllion de smicards.

Invité de l'émission de Thierry Ardisson *les Terriens du dimanche!*, le député LREM du Val-d'Oise, Aurélien Taché, a résumé le programme macroniste pour les européennes à un transfert de la souveraineté de la France à l'Europe.

Au sein de la majorité, le ressentiment des élus vis-à-vis des membres du gouvernement venus de la droite est en train de monter au fur et à mesure que la colère remonte des circonscriptions. Premier dans le viseur en raison de sa « *raideur* » et de son « *manque d'empathie* » : le Premier ministre Edouard Philippe, qui est invariablement surnommé « *Edouard Juppé* ». Et avec Le Maire et Darmanin en stéréo, ça fait beaucoup.

Droite

Le président des Patriotes, Florian Philippot, conduira bien la liste de sa jeune formation aux européennes. Il a presque réuni l'argent nécessaire pour faire campagne. L'eurodéputé Mireille d'Ornano figurera en deuxième position.

Comme toujours, c'est le bin's chez les centristes. La liste UDI et LREM, que soutient François Bayrou réclame quatre place éligibles à la majorité dont une pour Yann Wehrling. Le mouvement Agir, présidé par Franck Riester, ministre de la Culture, réclame une place éligible. Idem pour le Parti radical avec Annick Girardin.

Laurent Wauquiez a souhaité que « *notre pays ne s'abîme pas dans le chaos* » et s'est dit « *prêt à assumer* » ses « *responsabilités* » pour une « *vraie sortie de crise* ». Pas question de « *s'enfermer dans un rôle où les politiques jettent de l'huile sur le feu* », a-t-il dit.

Selon un sondage Elabe pour BFM-TV publié mercredi, les anciens électeurs de François Fillon ont « *radicalement changé d'avis sur la poursuite du mouvement* » : 38 % d'entre eux estiment que la mobilisation doit se poursuivre, soit une chute de 24 points en une semaine. Ils sont les seuls, avec les électeurs d'Emmanuel Macron, à majoritairement vouloir que le mouvement s'arrête.

Gauche

C'est bien Benoît Hamon qui sera tête de liste pour les europénnes de son bouclar Générations.s. « *Il est prêt* » affirme un cadre de son mouvement. « *On assume le match avec Mélenchon. Notre objectif est d'être les premiers à gauche* », explique le porte-parole, Mehdi Ouraoui. Va falloir ramer, coco !

Le malheur de l'un fait le bonheur de l'autre. Les contestations internes à La France insoumise, et les départs qui font suite à la baisse de popularité de son leader dans les sondages, ne sont pas de nature à attrister Benoît Hamon. Pour lui, Mélenchon est un faux dur à la stratégie flottante.

Politis, journal de gauche écolo, moins con que les autres bazars socialo-machins, sous la plume de Denis Sieffert constate au sujet des Gilets jaunes : « *Nous sommes dans cette situation étrange et peu reluisante où cette violence et ce vandalisme, qui nous font horreur, ont finalement obtenu ce que les plus pacifiques n'auraient pas obtenus seuls* ».

Société

Le 116 006, nouveau numéro d'aide à toute personne qui s'estime victime d'une infraction (atteintes aux biens, aux personnes, accidents de la circulation, événements collectifs, attentats) ou d'une catastrophe naturelle est désormais accessible

Fin janvier, les contribuables verront leur impôt sur le revenu prélevé sur leur salaire. Sauf que tous n'ont pas joué le jeu : 35 000 entreprises n'ont toujours pas envoyé la « déclaration sociale nominative » (DSN), la fiche personnalisée qui recense les revenus de chaque salarié. Majoritairement de très petites entreprises. 23% d'entre elles n'ont aucun salarié.

Lors de la finale de l'Olympiade des métiers, samedi 1er décembre à Caen (Calvados), la Normandie s'est distinguée avec 7 titres nationaux. Les candidats normands ont par ailleurs obtenu 25 autres médailles : 7 médailles d'argent, 5 médailles de bronze et 13 médailles d'excellence.

Pas moins de 57 métiers, du BTP en passant par la coiffure, le contrôle industriel ou l'alimentation étaient représentés. L'excellence de la jeunesse française était donc réunie. Au classement des régions les plus titrées, les Hauts-de-France arrivent en tête avec neuf médailles d'or, suivis de la Normandie et de la Nouvelle Aquitaine qui compte chacune sept premières places.

Les élections professionnelles à la RATP ont bouleversé le paysage syndical au sein du groupe. En nette progression, l'Unsa arrache, de peu, la première place (30,19 % des voix, +7,6 points) à la CGT (30,11 %, 0,3), qui reste stable. SUD glisse à la quatrième place et, surtout, n'est plus une organisation représentative car il a récolté moins de 10 % des suffrages.

Une enquête réalisée par Harris Interactive pour le compte du CRIF (conseil représentation des institutions juives de France) révèle que parmi la population qui connaît le Crif, 25 % en ont une « *mauvaise image* », chiffre étrangement minoré quand on lit la suite.

> 47 % le jugent "*excessif*", 47 % "*sectaire*", 45 % estiment qu'il « *défend trop les juifs* », 36 % le jugent "*arrogant*", 34 % « *de mauvaise foi* », et 30 % considèrent que le CRIF « *agit contre la République* ». 34 % des Français estiment que le CRIF n'est « *pas légitime pour intervenir dans le débat public* » et 13% «*pas du tout légitime* ».

Selon l'Ifrap on note dans la fonction publique territoriale 31 jours d'absence en moyenne dans les régions, 19 jours d'absence dans les départements, 24 jours dans les communes, contre une moyenne de 17,2 jours pour les salariés du privé.

Faits divers

Le député de la République en marche (LREM), de la quatrièle circonscription de l'Ain, Stéphane Trompille avait décidé d'aller à la rencontre des Gilets jaunes dans la ville d'Attignat. S'étant vraisemblablement arrêté à tous les bistrots pour se remonter le moral, c'est totalement bourré qu'il a affronté les Gilets jaunes.

Un professeur d'anglais de l'université privée de Courbevoie dans les Hauts-de-Seine a été tué de plusieurs coups de couteau. Un suspect a été interpellé précisant qu'il s'agissait d'un homme né en 1981 au Pakistan et présenté comme un ancien élève de l'université Léonard-de-Vinci.

Main dans la confiture. Alain Suguenot, maire (LR) de Beaune (Côte-d'Or), a été mis en examen, mercredi 5/12. L'ex-député est soupçonné de « *détournements de fonds publics par dépositaire de l'autorité publique et blanchiment* ». Il lui est reproché d'avoir perçu des indemnités destinées à rémunérer des attachés parlementaires et de les avoir détournées. Son épouse et sa fille ont été mises en examen.

Immigration

Les Algériens déclarés à la sécurité sociale pourront désormais se soigner dans les hôpitaux français. C'est ce que prévoit un décret présidentiel, signé par le chef de l'Etat, et qui porte sur la possibilité offerte aux assurés sociaux algériens et les démunis de pouvoir se faire soigner en France. Depuis quelques années, des conflits récurrents ont opposé les hôpitaux français et la sécurité sociale algérienne.

« *La fin du califat entraîne de manière mécanique la progression du salafisme en France, comme partout dans le monde* », explique un chercheur à l'ENS et spécialiste du salafo-djihadisme. Les derniers chiffres hexagonaux donnent effectivement le tournis : estimés à

5 000 en 2004, les salafistes étaient environ15 000 en 2010 et une note récente du Service central du renseignement territorial parle aujourd'hui de 30 000 à 50 000 !

À Hendaye, devenu l'un des plus gros points de passage de l'immigration clandestine, la police aux frontières (PAF) veille. La plupart de ces clandestins viennent d'Afrique francophone. Officiellement, 16 000 passages ont déjà été bloqués depuis janvier.

Le Sénat entend bien rejeter le projet de loi finances 2019 sur le volet des crédits alloués à la mission Immigration, asile et intégration. Plusieurs motifs sont avancés : les clandestins sont nettement plus de 300 000 ; aucun effort sérieux contre l'immigration irrégulière, un taux d'éloignement dérisoire, un budget insuffisant face à l'ampleur des problèmes et une estimation des demandes d'asile jugée irréaliste.

Ecologie/ Sciences

Les câbles sous-marins assurent 97 % des communications numériques mondiales. *« Il n'y a pas d'alternative à l'utilisation de câbles sous-marins. Les satellites ne peuvent répondre aux exigences de communication de la société et de l'économie digitale moderne »,* souligne le think-tank britannique Policy Exchange

> La France regarde de près un des dossiers chauds du moment : l'avenir d'ASN. Le français est un des rares fabricants mondiaux de câbles sous-marins et le seul à être intégré de bout en bout. Il est la propriété de Nokia, qui l'a trouvé dans la corbeille de la mariée lors du rachat d'Alcatel-Lucent, en 2015. Nokia veut s'en débarrasser.
>
> Pas question pour le gouvernement de le voir filer dans les mains d'un groupe étranger. Orange et Nexans, le leader mondial du câble, ont jeté l'éponge pour des raisons de stratégie industrielle. ASN finalement devrait être cédé à Ekinops, une ETI bretonne spécialisée dans la fabrication d'équipements optiques pour les réseaux fibres.

Google déploie désormais ses propres câbles. En début d'année, il a annoncé investir dans trois nouvelles liaisons, dont une entre les États-Unis et le Chili et une autre entre l'Europe et les États-Unis, cofinancée avec Facebook et Orange. L'entrée en lice des géants américains inquiète certains observateurs. Ils craignent de les voir s'approprier une partie du transit des données mondiales. Sans parler des Chinois qui entrent, eux aussi, dans la danse.

L'Organisation météorologique mondiale a enregistré 70 cyclones tropicaux en 2018 contre 53 en moyenne. En raison des cataclysmes naturels ce sont 26 millions de personnes qui basculent chaque année dans la pauvreté.

Les derniers feux de forêt en Californie représentent un an d'émission de CO_2 de la France. Une des raisons qui rend caduque la taxe carbone. Injuste aussi cette taxe en ce qu'elle pénalise, une fois de plus, ceux qui vivent loin des métropoles et qui ont besoin de leur véhiculer pour aller travailler.

La densité des poissons, toutes espèces confondues, a diminué de 80 % en trente ans dans la baie de Somme, selon une étude de l'Ifremer, qui impute cette baisse à la hausse de la température de l'eau. Sont principalement concernées des espèces à croissance rapide comme la limande, la plie, le sprat ou le hareng.

Economie

L'indice de confiance des consommateurs français a sensiblement reculé au mois de novembre, passant de 94,6 à 91,6. Le niveau le plus bas depuis près de quatre ans Selon

l'Insee, les ménages interrogés lors de l'enquête ont revu à la baisse leurs perspectives d'emploi, leur niveau de vie future et leurs intentions de dépenses.

> Impossible de ne pas faire le lien entre cet indicateur en demi-teinte et le mouvement de protestation des Gilets jaunes, contre la hausse de la contribution des taxes automobiles au prix du carburant, estime ING.

Grande instabilité du marché pétrolier dû en grande partie par l'émergence du pétrole de schiste américain. Les Etats-Unis sont redevenus un géant pétrolier, et cela change la donne mondiale. Les pays producteurs traditionnels n'ont pas su se repositionner et intégrer ce changement majeur.

> Cela crée des perturbations importantes, et ce n'est que le début. Les Etats-Unis vont rester pendant des années le leader mondial des hydrocarbures. A une nuance près, les Américains sont de gros consommateurs de pétrole et la demande mondiale ne saurait se passer des pays du Proche-Orient.
>
> L'Irak est redevenu le deuxième producteur de pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Avec 4,6 millions de barils de pétrole brut produits chaque jour, le cinquième pays producteur au monde affiche ses ambitions.

Le scandale des DOM-TOMistes. Selon la Cour des comptes, 600 millions d'euros (c'est une estimation) seraient dévolus aux congés bonifiés des 35 000 agents publics originaires des DOM et travaillant en métropole. Ils bénéficient de surcroît de 30 jours de congé supplémentaire tous les trois ans, billets d'avion pour eux et leurs enfants, et d'une majoration de salaire de 35 à 40% pendant leurs vacances au pays.

Le Conseil économique, sociale et environnemental a pondu en 2017 28 rapports pour un coût global de 41,2 M€. Ce qui revient à évaluer le coût du rapport à 1,47 M€. Même si l'on tient compte des dépenses obligées chaque rapport revient au minimum à 785 700 €.

Le parc hôtelier français compte environ 650 000 chambres. Tous les ans, dans les zones rurales, mettent la clé sous la porte plus de 300 petits hôtels-restaurants. C'est presqu'un établissement par jour qui ferme. Paradoxalement, ces petits hôtels de 10 à 20 chambres « sont des entreprises viables.

> Le problème est à chercher du côté des normes imposées à l'hôtellerie, devenues un fardeau. Les mises aux normes de sécurité incendie, d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, d'électricité, les portes coupe-feu, toutes ces réglementations imposées aux petites structures hôtelières nécessitent des investissements beaucoup trop lourds. Des investissemenrs que les propriétaires n'ont pas les moyens de faire.

Culture / médias

Sur la chaîne *Public Sénat*, c'est la matinale de Cyril Viguier qui a de plus en plus la cote parmi les parlementaires, députés et sénateurs confondus. La matinale de Public Sénat, en partenariat avec la presse quotidienne régionale, est un «*très bon relais auprès des Français*», dixit une figure du Sénat.

Au raout des 70 ans du *Journal du dimanche*, le directeur de la rédaction Hervé Gattegno avait invité Alexandre Benalla qui a fait l'objet de toutes les attentions notamment avec le ministre des Comptes publics, Gérald Darmanin. Et Arnaud Montebourg a pu croiser Sarko, tout comme le sulfureux Robert Bourgi qui a longuement discuté avec Richard Ferrand.

Les gilets jaunes s'en sont pris aux reporters des chaînes télé. BFMTV et CNews ont d'ailleurs déposé plusieurs plaintes pour « *violences aggravées* » et «*tentative d'agression en réunion* ». Le mot d'ordre est donc partout celui-ci : pas de prise de risque inutile. RT France, grande habituée des couvertures de manifs difficiles a depuis longtemps pris des mesures en conséquence.

Les éditions Christian Bourgois, fondées en 1966 et dirigées par Dominique Bourgois depuis le décès de son époux en 2007, seraient à vendre. La maison d'édition indépendante aurait reçu des marques d'intérêt du groupe Humensis créé par Denis Kessler (Scor) et du groupe Libella.

Bernard Tapie, qui contrôle *La Provence*, aurait entamé des discussions pour racheter les 34 % détenus par Nethys au capital de *Nice-Matin*.

Europe

Union européenne. La chaîne américaine CNN révèle à travers un sondage, réalisé auprès de 7 000 personnes dans sept pays européens, un fort courant antisémite en Europe. Presque un Européen sur cinq déclare que l'antisémitisme présent dans leur pays est une forme de réponse au comportement des Juifs au quotidien.

Pour ce qui est d'Israël, un tiers des Européens pensent que les Israéliens se servent de l'Holocauste comme argument pour répondre à leurs détracteurs. Et plus d'un quart estiment que la plupart des actes antisémites observés dans leur pays sont une réponse à la politique israélienne.

Allemagne. C'est anecdotique mais tellement paradoxal dans une Allemagne qui affiche une belle santé. Angela Merkel est arrivé au G20 de Buenos Aires avec 24 heures de retard. Elle a du prendre un avion de ligne en raison de la vétusté de la flotte aérienne à disposition du gouvernement. Son Airbus A340-*Konrad Adenauer* a dû faire demi-tour en raison d'une panne de son système électrique.

Après une courte nuit dans un hôtel de Bonn, Angela Merkel est remontée dans un petit avion de la Luftwaffe, l'armée de l'air allemande, pour rejoindre Madrid, d'où elle a redécollé, vendredi à 9 heures, sur un vol régulier de la compagnie espagnole Iberia à destination de Buenos Aires.

La police allemande a interrompu samedi soir un concert d'extrême droite dans une bourgade de l'est du pays alors que le public commençait à scander le slogan nazi interdit « *Sieg Heil* ». Le concert, qui se déroulait à Ostritz, dans l'ex-RDA à la frontière avec la Pologne, réunissait « *plusieurs centaines* » de personnes, selon la police.

Trois organisations identitaires ont appelé à un « rassemblement en "gelbe Westen" [gilets jaunes] », samedi 1er décembre, devant la porte de Brandebourg, à Berlin. Pegida, un mouvement « *contre l'islamisation de l'Occident* », créé à Dresde (Saxe), en 2014, Zukunft Heimat (Avenir patrie), un collectif anti-immigration implanté dans l'est du Brandebourg, près de la frontière polonaise, et Merkel-muss-weg-Mittwoch, un groupe d'opposants à la chancelière allemande.

Le prétexte du rassemblement – qui a réuni un bon millier de personnes -, était la dénonciation du Pacte des Nations unies « *pour des migrations sûres, ordonnées et régulières* », qui avait été approuvé la veille par le Bundestag et doit être adopté, les 10 et 11 décembre, à Marrakech.

La princesse Doris von Sayn-Wittgenstein, patronne de l'AfD dans le Land du Schleswig-Holstein, avait diffusé sur Internet une photo d'elle en chemisier à col en dentelle et gilet jaune, avec ce slogan : « *Solidarité avec les citoyens français* ». En Allemagne, les gilets jaunes sont bien perçus, même auprès de la gauche radicale, Die Linke.

L'homme politique allemand Matthias Platzeck a évoqué la question de la sécurité collective en Europe dans une interview au *Märkische Oderzeitung*. Il appelle au « redémarrage » des relations avec la Russie, en soulignant qu'il ne parle « ni de partenariat ni d'amitié » mais de « coexistence pacifique ».

Au congrès de la CDU la succession d'Angela Merkel était à l'ordre du jour. Le parti a choisi la continuité en la personne d'Annegret Kramp-Karrenbauer, dite AKK, 56 ans et déjà secrétaire générale du parti. Face à elle, Friedrich Merz, 63 ans, plus libéral et moins social.

Angleterre. De plus en plus de sans-abri trouvent refuge dans les énormes conteneurs qui servent à ramasser les déchets. A l'approche de l'hiver, la pénurie de foyers d'urgence fait craindre une recrudescence de ce phénomène devenu presque banal. Une association a déjà relevé onze morts.

Belgique. Les nationalistes flamands de la N-VA au pouvoir en Belgique ont menacé par la voix de leur président Bart De Wever de faire tomber le gouvernement sur la question du Pacte de l'ONU sur les migrations, auquel ils s'opposent.

Danemark. Située à une centaine de kilomètres au sud de Copenhague, dans le golfe de Stege, l'île de Lindholm fait sept hectares. A partir de 2021, l'îlot hébergera les étrangers condamnés à l'expulsion après avoir commis un crime, ainsi que les étrangers délinquants dont la demande d'asile a été rejetée et qui sont en attente d'un renvoi dans leur pays.

Espagne. Le parti Vox, prônant notamment une politique intransigeante face à l'immigration clandestine, fait son entrée au Parlement andalou en remportant 12 sièges (sur 109) lors d'élections régionales anticipées le 2 décembre – une première pour la formation créée en 2013, qui ne disposait jusqu'alors d'aucun élu dans les Parlement régionaux du royaume.

L'ancien Premier ministre Manuel Valls, candidat à la mairie de Barcelone, a été chahuté mardi 4/12 dans un quartier de cette ville par quelques dizaines de militants d'extrême-gauche ou indépendantistes. Manuel Valls s'est lancé à la conquête de la métropole catalane.

Russie. Lors du G20 à Buenos Aires, Vladimir Poutine a de nouveau sorti les crocs au sujet de la guerre qui se déroule dans le Donbass : « *La guerre va continuer* » dans l'Est de l'Ukraine tant que les autorités ukrainiennes actuelles « *resteront au pouvoir* », a-t-il prévenu.

Vladimir Poutine a mis en garde mercredi contre une nouvelle course aux armements et promis que la Russie développera de nouveaux missiles balistiques de portée intermédiaire si les États-Unis quittent, comme ils ont dit vouloir le faire, un traité nucléaire de 1987 (INF) qui régule leur usage.

International

Etats-Unis. Décès de George H. W. Bush, à l'âge de 94 ans, président républicain des Etats-Unis de 1989 à 1993. C'est sous son règne que Saddam Hussein avait envahi le Koweit. Ce qui a déclenché l'opération « Tempête du désert » (17.1 au 28.02.1991). Mais Bush maintient Hussein au pouvoir avec lequel il s'entend bien. Il appuiera aussi Mikhaïl Gorbatchev, qui tente de préserver l'URSS de la désagrégation.

G20. À Buenos Aires, Donale Trump n'a assisté qu'à la session inaugurale, au dîner de gala et à la fin de la dernière table ronde. *« Avant ça, il s'est fait représenter par une déléguee inconnue au bataillon »,* raconte un témoin dans la salle.

Les Etats-Unis veulent fonder dans le monde un « *nouvel ordre libéral* » s'opposant aux projets de pays comme la Russie, la Chine et l'Iran, a déclaré mardi 4/12 à Bruxelles le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo. Donald Trump, a-t-il dit, ne détruit pas l'ordre libéral, il le réforme.

Mike Pompeo, secrétaire d'Etat américain s'est livré mardi 4/12 au German Marshall Fund (GMF) à Bruxelles à une attaque frontale et décomplexée contre le multilatéralisme. Deux jours après le G20, il a critiqué l'Union européenne, qui fait selon lui passer les intérêts des bureaucrates de Bruxelles avant ceux des pays et de leurs citoyens.

> Il s'en est pris à l'ONU, dont les missions de paix n'apportent selon lui jamais la paix. Il a dénigré le Fonds monétaire international (FMI), qui continue à financer la Chine, mais aussi la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce et la Cour pénale internationale. Seule l'Otan survit à ce carnage diplomatique.
>
> *« Le multilatéralisme est trop souvent considéré comme une fin en soi»,* regrette Mike Pompeo. Le secrétaire d'État considère que le système de coopération international ne fonctionne plus dans le nouveau monde. Et surtout qu'il ne sert plus les intérêts américains, mais permet aux *« mauvais acteurs »,* comme la Chine, l'Iran et la Russie, d'avancer les leurs.
>
> Mike Pompeo réaffirme au contraire que *« l'Amérique a l'intention de diriger maintenant et toujours... Nous rassemblons les nobles nations pour construire un nouvel ordre libéral qui empêche la guerre et donne une plus grande prospérité. »*

L'annonce de l'arrestation de Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei et fille de son fondateur, est un rude coup. Washington la soupçonnerait d'avoir violé l'embargo américain sur l'Iran. L'affaire plonge encore un peu plus dans la tourment le premier équipementier télécoms mondial, déjà exclu de plusieurs marchés pour des raisons de sécurité. Elle fragilise aussi la trêve commerciale conclue entre Donald Trump et Xi Jinping.

Malgré un État-providence sans équivalent, on dépeint la France comme un enfer social

PAR JEAN-ROBERT PITTE*

Il n'y a rien de bien neuf sous le soleil français avec les « gilets jaunes ». Ce mouvement prend place dans une lignée de révoltes paysannes ou urbaines qui remontent aux bagaudes du Bas-Empire romain et qui s'ancrent autant dans la pauvreté que dans l'excès de fiscalité et dans la contestation de l'autorité de l'État, sans doute le plus vieux sport français. S'enchaînent depuis le Moyen Âge la révolte des Pastoureaux en 1251, celle de la Grande Jacquerie menée par Jacques Bonhomme en 1358, en même temps que celle des Parisiens contre le pouvoir royal, conduite par Étienne Marcel, celles des Tuchins en 1381-1384, des Franc-Museaux, des Pitauds, des Gautiers, des Croquants, des Va-Nu-Pieds, des Lustucru, des Tard-Avisés et bien d'autres aux XVIe et XVIIe siècles.

Au XVIIIe siècle, le calme semble revenir avec l'amélioration des rendements agricoles, mais le hiatus se creuse entre le peuple et la haute aristocratie ainsi que le haut clergé, qui ne résident plus sur leurs domaines, diocèses ou abbayes. La fiscalité est de moins en moins acceptée, Louis XIV ayant refusé de mettre en œuvre
la dîme royale, préconisée par Vauban. Telle est la cause principale de la Révolution. Depuis, les empires, monarchies et républiques qui se succèdent ne sont pas plus parvenus que l'Ancien Régime à empêcher les émotions populaires violentes dans notre pays : 1830, 1848, 1870-71, 1934, 1968.

Les Français auraient-ils le sang plus chaud que leurs voisins ? Peut-être, mais cette tendance repose surtout sur un paradoxe unique au monde. Notre histoire est celle d'un effort constant du pouvoir afin de centraliser la décision et de déposséder la province et les corps intermédiaires de leurs responsabilités. Chez nous, l'État gère des aspects de la vie de la nation qui sont dans d'autres pays organisés par les familles, les communes, les régions, les entreprises. La France est l'un des rares pays de l'OCDE où l'État est si impliqué dans la vie économique. La conséquence en est une fiscalité confiscatoire : les dépenses publiques représentent 56 % du PIB. Le cocktail empoisonné qui mobilise les « gilets jaunes » est là : les pauvres et les classes moyennes s'estiment rançonnés par l'État, tout en souhaitant que les services publics soient encore plus présents et efficaces.

Il suffit d'écouter les « gilets jaunes ». La plupart ont depuis longtemps dépassé la revendication concernant la taxe sur les carburants, si compréhensible soit-elle en elle-même : ils réclament des salaires et des retraites plus élevés, moins d'impôts, plus de services publics gratuits. Une partie d'entre eux adhèrent aux idées de Jean-Luc Mélenchon ou de Thomas Piketty : il suffit de prendre l'argent des riches, selon eux seuls vrais responsables de leurs frustrations, pour le partager entre tous les autres citoyens. Seul l'argent public, noble et propre, est censé satisfaire tous les besoins de la population. L'URSS l'a expérimenté pendant plus de soixante-dix ans et la Chine pendant un demi-

siècle avec le succès que l'on connaît, mais l'argument les fait ricaner ! Ils rêvent d'une France libertaire, à la manière de Notre- Dame-des-Landes, et ne se rendent pas compte qu'il faudrait un régime de servitude pour appliquer leur programme.

En France, on appelle peu à prendre ses responsabilités, à élever ses enfants dans un cadre familial protecteur et attentif, à les instruire au sein d'écoles à la fois exigeantes et bienveillantes, à les inviter à réfléchir à leur projet professionnel en lien avec les forces vives de l'économie, à préférer travailler plutôt que de vivre des minima sociaux. On ne cesse de répéter que l'économie libérale serait une abomination ne produisant que de l'injustice. Malgré un État-providence sans équivalent dans le monde, on dépeint la France comme un enfer social, ce qui, assure-t-on, entraîne l'aigreur, le désespoir, la haine, la révolte, la délinquance, la violence anarchique. 2018 est l'année du centenaire de la Grande Guerre : les casseurs n'ont pourtant aucun scrupule à profaner la tombe du Soldat inconnu, c'est-à-dire le sacrifice d'un million quatre cent mille de leurs compatriotes. Le 11 décembre prochain, on célébrera le centenaire de la naissance de Soljenitsyne. Ils ne l'ont jamais lu, hélas, mais les princes qui nous gouvernent non plus. Sinon, ils insuffleraient du sens à la devise nationale au lieu de penser et d'agir comme si la liberté individuelle n'avait pas de limites, comme si l'égalité se confondait avec l'égalitarisme, comme si la fraternité ne valait qu'entre ceux qui partagent ces illusions politiques : aux autres, les scélérats, il faudra couper la tête !

Car, au fond, la vacuité de la plupart des revendications des « gilets jaunes », plus ou moins approuvées par une large majorité de Français, repose sur une vision exclusivement matérialiste de la condition humaine. C'est bien ce qui avait déplu à certains dans le discours que Soljenitsyne prononça à Harvard le 8 juin 1978, sous le titre « Le déclin du courage », et qu'Hervé Mariton déclame en ce moment sur scène de manière impressionnante. Il osait dénoncer les dérives de la pensée humaniste selon laquelle « *tout ce qui se trouvait au-delà du bien-être physique et de l'accumulation de biens matériels, tous les autres besoins humains, caractéristiques d'une nature subtile et élevée, furent rejetés hors du champ d'intérêt de l'État et du système social, comme si la vie n'avait pas un sens plus élevé. [...] Les États devinrent sans cesse plus matérialistes* ».

La misère morale de la société française et de beaucoup de sociétés du monde d'aujourd'hui rend difficile tout redressement politique. C'est pourquoi une fois la surprise et l'enthousiasme nés de l'élection d'Emmanuel Macron passés, les Français retombent très vite dans leurs ornières. Comme le disait Soljenitsyne : « *Il n'est pas possible que l'aune qui sert à mesurer l'efficacité d'un président se limite à la question de combien d'argent l'on peut gagner.* » Un sursaut est toujours possible, mais il faudra de la part du président et du gouvernement fixer un cap qui donne envie aux Français de se dépasser, de refréner leurs passions, d'accomplir des efforts collectifs et de faire preuve de générosité. C'est souvent hélas lorsqu'ils sont au fond de l'abîme qu'ils font preuve de ces qualités qui ont fait l'histoire de France. N'attendons pas d'y être !

Le Figaro 5/12/18

(*) Président de la Société de géographie. Ancien président de l'université Paris-Sorbonne (Paris-IV). À notamment publié « Le Génie des lieux » (CNRS Éditions, 2010).

Sites à consulter

TVLibertés ...libérée

les pompiers de Cholet se révoltent

photos des émeutes parisiennes vues par le Corriere della sera

gilets jaunes ou la démocratie en crise

contre le décolonialisme, un appel de 80 intellectuels

point de vue de gauche avec Chantal Mouffe

papier intéressant d'Edouard Tétreau des Echos

Les Insoumis sous influence indigéniste

Le CO2 quesako ?

et pan dans la tronche à Macron